

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 02/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

MAIROT ROBERT SA (Le Romont)

398 rue du Pont
25700 MATHAY

Références : UID257090/SPR/YR/NP 2023 - 0202G
Code AIOT : 0005901561

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement MAIROT ROBERT SA (Le Romont) implanté 398 rue du Pont De Vers Le Romont 25700 MATHAY. L'inspection a été annoncée le 09/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAIROT ROBERT SA (Le Romont)
- 398 rue du Pont De Vers Le Romont 25700 MATHAY
- Code AIOT : 0005901561
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de roche calcaire

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'inspection a porté sur les respects de l'arrêté préfectoral du 22/11/2010 modifié par l'arrêté préfectoral du 14/08/2020 et de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'acceptation des déchets inertes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Bordereau et registre de suivi des apports de déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 21.2 et 21.3	/	Sans objet
8	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet
12	Surveillance des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 28.4	/	Sans objet
13	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 20.2 et 31.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de Production	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 4	/	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 11	/	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 5.1 et 5.2	/	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 24 et 25	/	Sans objet
5	Phasage d'exploitation et de remblaiement	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 6.1 et 6.2	/	Sans objet
6	Conditions d'utilisation des matériaux extérieurs admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 8	/	Sans objet
9	Contrôle visuel des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 9.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté 4 non-conformités qui portent sur :

- le registre de suivi des déchets inertes apportés sur la carrière ;
- l'absence de procédure d'acceptation préalable pour les déchets inertes apportés sur la carrière ;
- l'absence de surveillance des rejets d'eaux pluviales ;
- la charge unitaire des tirs de mines.

Elle ne propose pas de suites, dans un premier temps, dans l'attente des réponses de l'exploitant.

L'inspection a également fait 3 remarques :

- la réalisation des tests pour s'assurer de l'absence de goudrons dans les déchets d'enrobés doit apparaître sur les bordereaux de suivi des déchets ;
- l'ajout d'un point de mesure des émissions de poussières au niveau des premières habitations ;
- la transmission du justificatif de nettoyage des décanteurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité totale de matériaux potentiellement commercialisables autorisés à extraire, est voisine de 2 875 000 tonnes.</p> <p>La quantité moyenne annuelle autorisée à extraire est de 150 000 tonnes au cours de la période délimitée par les années 2020 et 2025 et de 100 000 tonnes au cours des quinze dernières années.</p> <p>Pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, la production pourra atteindre concernant les périodes définies précédemment 175 000 tonnes (2020-2025) et 125 000 tonnes (quinze dernières années) tout en respectant les moyennes annuelles précitées pour chacune des périodes quinquennales prévues à l'article 6 ci-après.</p>
Constats : L'exploitant déclare régulièrement les quantités extraites dans l'application GEREP. Les quantités déclarées respectent les quantités autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 11
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la poursuite d'exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu d'installer : 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2. des bornes de nivellement permettant le contrôle de la cote NGF prescrite à l'article 19.1 ; 3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation qui enfermera à tout moment les surfaces en exploitation. Cette clôture de protection ne sera interrompue qu'au niveau de l'unique accès par un portail qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ; 4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation qui signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ; 5. une aire étanche pour le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur – deshuileur avec obturateur automatique, 6. un dispositif de nettoyage de roues des camions et une rampe d'arrosage des chargements avant la sortie de la carrière afin que ces véhicules sortant ne puisse être à l'origine de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Il a été constaté la présence de deux aires étanches dans la carrière, celles-ci sont utilisées pour le ravitaillement et le stationnement des engins. Il a également été constaté la présence d'un dispositif de nettoyage de roues et d'un système d'humidification des chargements de camions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 5.1 et 5.2
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 5.1 : L'exploitant doit constituer de nouvelles garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 10 du présent arrêté. Dans le mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ; la valeur datée du dernier indice public TP01. Le document attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle est conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe 3. Art 5.2 : Le montant de référence des garanties financières devant être constitué dans ce cadre doit être au moins égal à : pour la période quinquennale (2021 – 2025) d'exploitation : 471 473 € TTC ; pour la période quinquennale (2026 – 2030) d'exploitation : 528 973 € TTC ; pour la période quinquennale (2031 – 2035) d'exploitation : 517 715 € TTC ; pour la période quinquennale (2036 – 2040) d'exploitation : 441 401 € TTC. [...]
Constats : Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 488 953 Euros. La caution prend effet le 22 novembre 2020 et se termine le 22 novembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 24 et 25
Thème(s) : Autre, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 24 : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- le bord de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF),- les zones remises en état,- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19.4 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Art 25 : Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Constats : Un plan de la carrière a été établi et nous a été transmis. La dernière mise à jour du plan date de décembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Phasage d'exploitation et de remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 6.1 et 6.2			
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation et de remblaiement			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Art 6.1 : L'extraction des matériaux et le remblaiement de la carrière doivent être poursuivis selon les modalités d'extraction prévues ci-après et telles que définies par le pétitionnaire dans son plan prévisionnel, dont copie est jointe au présent arrêté en annexe 1. L'extraction se poursuivra selon une exploitation en dent creuse suivant un phasage créant successivement trois gradins supplémentaires d'une hauteur maximale de 15 mètres et générant un fond de fouille définitif à la cote de 355 mètres NGF. L'exploitation de chaque gradin suivra le pendage des couches et sera exploitée dans la direction nord-sud dans toute la moitié sud de la carrière. La pente des remblais ne dépasse pas 35 degrés. L'exploitation est autorisée de 7 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi. Art 6.2. : L'extraction doit être réalisée suivant un schéma comportant les 6 phases quinquennales dont les caractéristiques sont les suivantes :			
PHASE	PÉRIODE	VOLUME COMMERCIALISABLE (m3)	COTE MAXIMALE DES REMBLAIS (mNGF)
1	2011 - 2015	500 000	390
2	2016 - 2020	340 000	410
3	2021 - 2025	300 000	425
4	2026 - 2030	200 000	425
5	2031 - 2035	200 000	425
6	2036 - 2040	200 000	440
Constats : La cote minimale sur le plan d'exploitation de décembre 2021 est de 368 m. L'exploitant a indiqué que la qualité du gisement était moins bonne qu'attendue, la cote minimale d'approfondissement ne devrait a priori pas être atteinte. La cote maximale des remblais est actuellement de 403 m.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 6 : Conditions d'utilisation des matériaux extérieurs admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : S'ils sont acceptés, les déchets inertes seront transportés de la plateforme de réception (aire étanche) à la zone de remblayage. La présente autorisation porte sur un volume de 1 885 000 m³ de déchets inertes de remblais extérieurs à la carrière représentant : 150 000 tonnes par an pour la période 2017 - 2025 200 000 tonnes par an pour la période 2026 - 2040</p> <p>La mise en place de ces remblais doit s'effectuer conformément au phasage précisé en annexe 1 et en respectant : - une distance minimale de 30 mètres entre les opérations de remblayage et les opérations d'extraction ; - la mise en place de paliers de sécurité de 5 mètres de largeur minimum tous les 15 mètres de hauteur ; une pente finale des talus de remblais d'au maximum de 35 degrés.</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare la quantité de matériaux inertes apportés dans la carrière sous l'application GEREP, les quantités déclarées sont inférieures aux quantités autorisées.</p> <p>Il a été constaté que le phasage de mise en place des remblais était en retard par rapport au phasage prévu par l'arrêté d'autorisation, la cote maximale des remblais pour la phase précédente (2016-2020) de 410 m n'a pas encore été atteinte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bordereau et registre de suivi des apports de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 21.2 et 21.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 21.2 Bordereau de suivi Les apports extérieurs sont accompagnés de bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.</p> <p>Art 21.3 Registre d'entrée L'exploitant doit tenir à jour un registre, tenu en particulier à la disposition de l'inspection des installations classées, sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités pesées, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>Article 9 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 (remplacé par l'arrêté du 31 mai 2021) sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Les déchets inertes apportés sur la carrière sont principalement des déblais de construction et de la terre et des cailloux provenant de chantier.</p> <p>Chaque apport de déchets inertes arrivant sur la carrière fait l'objet d'un bordereau de suivi. L'ensemble de ces bordereaux tient lieu de registre de suivi.</p> <p>Ces bordereaux de suivi n'indiquent pas précisément la provenance des déchets, il indique uniquement la commune d'origine des déchets. L'exploitant doit compléter son registre de suivi des déchets avec une localisation plus précise de l'origine des déchets (adresse, lieu-dit, parcelle cadastrale, ...).</p> <p>Le résultat du contrôle visuel n'apparaît pas sur les bordereaux de suivi.</p> <p>Non conformité : L'exploitant doit compléter son registre avec les éléments mentionnés dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 (https://aida.ineris.fr/consultation_document/44632) notamment en ce qui concerne l'origine des déchets et dans l'arrêté ministériel du 12/12/2014 notamment en ce qui concerne le contrôle visuel des déchets.</p> <p>La zone de stockage des déchets apparaît sur le plan d'exploitation de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas formalisé de procédure d'acceptation préalable.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant doit mettre en place et formaliser une procédure d'acceptation préalable avant l'arrivée des déchets.</p> <p>Pour les déchets d'enrobés, l'exploitant nous a indiqué réaliser un test pak marker pour s'assurer que ces déchets ne contiennent pas de goudron.</p> <p>Remarque : Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître sur les bordereaux de suivi la réalisation de ce test.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle visuel des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'un contrôle visuel des déchets était réalisé au niveau de la bascule à l'entrée de la carrière. Un second contrôle est réalisé lors du déchargement des camions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion de déchets d'extraction inertes, résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation [...]</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction inertes qui seront stockés durant la période d'exploitation, • le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis, • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement, • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets, • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées, • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol, <p>[...]</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le plan de gestion des déchets inertes. La dernière mise à jour de ce plan est daté de mars 2022. Les déchets d'extraction sont principalement des stériles de décapage et des poches d'argiles.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la carrière ne générerait que très peu de stériles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durée et fréquence</p> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue à l'article 9.1.4 du présent titre, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au point « Objectif » du présent article et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 9.3, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Méthode du suivi</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées dans le respect des normes en vigueur.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place un plan de surveillance de ces émissions de poussières.</p> <p>Ce plan de surveillance comporte 3 points de mesure. Ces 3 points de mesure sont situés en limite de la carrière.</p> <p>Remarque : Il est demandé à l'exploitant d'ajouter un point de mesure au niveau des premières habitations.</p> <p>La dernière mesure a été réalisée par la société SGS en juin 2022.</p> <p>Les retombées, au travers des dernières mesures réalisées en limite de propriété étaient inférieures au seuil de 500 mg/m²/jour prévu à l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 28.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire étanche prévue à l'article 11.5 et à l'article 21.4, ou telles que les eaux pluviales recyclées du dispositif de nettoyage des roues et du portique d'aspersion des chargements prescrits à l'article 11.6 doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées ci-dessous :</p> <p>Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MEST (matières en suspension totale) :< 35 mg/l (norme NF T 90 105) - Hydrocarbures :< 10 mg/l (norme NF T 90 114) - DCO :< 125 mg/l (norme NF T 90 101) <p>Un prélèvement annuel à la sortie de chaque système décanteur-déshuileur sera effectué pendant une période pluvieuse et les résultats d'analyses seront tenues à la disposition de l'inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que les décanteurs-deshuileurs étaient nettoyés régulièrement, le dernier nettoyage a été réalisé en 2021.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs liés à ce nettoyage.</p> <p>Remarque : l'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs du nettoyage des décanteur-deshuileur.</p> <p>L'exploitant ne fait pas réaliser de prélèvement annuel à la sortie de chaque décanteur-déshuileur.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant doit faire réaliser un prélèvement une fois par an à la sortie de chaque système décanteur-déshuileur pendant une période pluvieuse. Les résultats de la prochaine mesure devront être transmis à l'inspection des Installations Classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 20.2 et 31.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vibration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 20.2 : L'extraction s'effectuera par des tirs de mines verticales profondes (15 mètres) dont l'explosif sera mis à feu par détonateurs électriques avec micro-retard afin de réduire la charge explosive unitaire, qui ne pourra excéder 60 kg ; Art 31.2 : Les tirs de mines ne doivent être en aucun cas à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures au seuil de 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. L'exploitant doit respecter la valeur maximale de 2 mm/s dans au moins 95 % des tirs réalisés. [...] Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié, en particulier au niveau d'une des habitations les plus proches de Mathay (secteur du terrain de foot), à chaque tir réalisé sur la carrière. La fréquence des mesures pourra être modifiée à la demande de l'inspecteur des installations classées. Constats : L'exploitant a indiqué qu'une mesure des niveaux de vibrations était réalisée à chaque tir de mine. Deux sismographes sont disposés aux niveaux des premières habitations et au niveau de la mairie. Les derniers tirs de mines ont été réalisés le 11 mai et le 23 septembre 2022. La charge unitaire pour ces deux tirs de mines était de 68 kg. Non-conformité : La charge unitaire maximale des tirs de mines doit être inférieure à 60 kg ou l'exploitant doit transmettre une demande de modification de son arrêté préfectoral pour pouvoir augmenter la charge unitaire maximale avec tous les éléments d'appréciation. La vitesse particulière maximale des vibrations pour le tir de mine réalisé le 11 mai 2022 était de 1,19 mm/s au niveau des premières habitations, et de 0,36 mm/s au niveau de la mairie. Pour le tir de mine réalisé le 23 septembre 2022, le capteur situé au niveau des premières habitations a rencontré un dysfonctionnement. La vitesse particulière maximale était de 0,32 mm/s au niveau de la mairie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet